

DIPLOMAT

Magazine de la diplomatie et des affaires
Septembre-Octobre 2007

Investissement

AFRIQUE

Les investissements
directs étrangers (IDE)
ont doublé

POLITIQUE

Italie-Roumanie : José Manuel
Barroso veut une "politique
européenne de l'immigration"

DIPLOMATIE

Sommet Inde, Brésil, Afrique du Sud

FINANCE

USA: Henry Paulson, secrétaire
américain au Trésor, soutient un dollar
fort et appelle à des réformes en Chine

COMMERCE

L'écart entre le Nord et le Sud se
resserre, selon la CNUCED

DISTRIBUTION CIBLÉE

Allemagne, Belgique, Brésil, Canada, Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Inde, Japon, Malaisie, Sénégal, Suisse, BCEAO, Banque mondiale, Banque islamique, Banque africaine de développement, CEDEAO, FMI, OIF, ONU, Représentations diplomatiques, Union européenne, Union africaine, UEMOA.

www.diplomatinvestment.com

DESSAU

Fondée en 1957, Dessau est une des plus importantes sociétés canadiennes d'ingénierie-construction. Elle offre une large gamme de services dans des domaines d'expertise qui reflètent l'excellence et la notoriété du Canada, à savoir : transports, énergie, télécommunications, environnement et développement durable, géotechnique, matériaux et qualité, bâtiments, développement urbain, urbanisme et architecture de paysage, gestion et construction. La firme compte plus de 1600 employés et atteint un chiffre d'affaires dépassant les 150 M\$ CA.

Un guichet unique de services

Au fil des ans, déterminée à offrir un guichet unique de services professionnels à ses clients, Dessau a développé une expertise de pointe dans de nombreux domaines d'activité liés à l'ingénierie et à la construction. Son savoir-faire sans pareil lui permet de planifier, concevoir, construire et gérer l'ensemble des infrastructures de ses clients privés et publics. Afin de répondre aux nouvelles réalités économiques et aux be-

adaptées à des conditions souvent extrêmes. La société participe à des projets réalisés dans le respect de l'environnement, qui visent le désenclavement de régions éloignées, l'approvisionnement en eau et en électricité et la création de conditions favorables au développement économique. Elle contribue ainsi à l'amélioration de la qualité de vie des populations concernées. L'expérience de Dessau dans des domaines clés du développement en fait un partenaire de premier plan pour la réalisation de mandats internationaux exigeant génie,



Surveillance de la construction d'une autoroute au Maroc



Jean-Pierre Sauriol, Président

nal (ACDI), Banque mondiale, Banque africaine de développement, Banque asiatique de développement, Banque Inter-Américaine de développement, etc. Dessau possède des bureaux internationaux en Algérie, au Chili, en Chine, au Pérou, en République dominicaine ainsi qu'au Venezuela. Présence marquée en Afrique francophone. L'expérience variée de Dessau

LE SAVOIR-FAIRE DE L'INGÉNIERIE CANADIENNE

soins spécifiques de ses clients, Dessau a ajouté la réalisation de projets de construction de type clés en main à l'ingénierie traditionnelle. À l'ère du développement durable, elle mise sur l'expertise de ses professionnels pour réaliser des projets toujours plus complexes, toujours plus innovateurs.

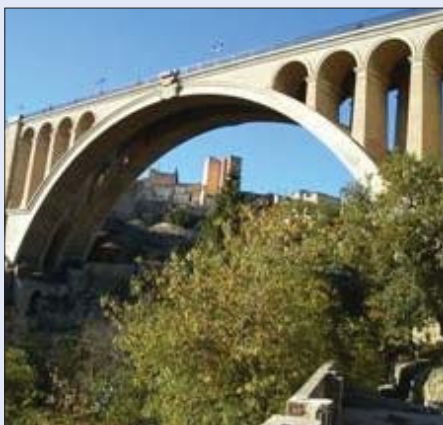
Une présence internationale marquée

Originaire d'un pays aux vastes espaces, où le climat est aussi rigoureux qu'imprévisible, Dessau a développé des solutions

souples et imagination. En effet, active sur la scène internationale depuis le début des années 1970, la société a oeuvré dans plus de 30 pays, un peu partout sur le globe. Offrant une expertise nord-américaine en français, anglais, espagnol et même en chinois, Dessau est fière de ses multiples réalisations. Elle a d'ailleurs reçu plusieurs prix d'excellence pour le professionnalisme de ses interventions et la qualité de ses relations avec ses clients et partenaires. L'expérience de ses professionnels sur le terrain fait de Dessau une entreprise d'experts-conseils reconnue pour son savoir-faire technique, mais aussi pour la qualité des relations humaines tissées au fil du temps et à travers les continents. Proposant des solutions viables et durables, Dessau prend en considération les préoccupations des populations concernées par les projets. Non seulement la firme capitalise sur leur dynamisme pour les impliquer le plus possible, mais elle vise aussi à stimuler le secteur privé local. Soulignons de plus que Dessau est depuis longtemps un partenaire de choix des principales agences et banques de développement international: Agence canadienne de développement internatio-

et sa bonne connaissance de l'Afrique francophone sont garantes de sa capacité à adapter et appliquer des technologies de pointe dans un contexte socio-économique et culturel propre à chacun des pays. C'est d'ailleurs dans cette région que Dessau a fait ses premières percées sur la scène internationale dans les années 70 : route nationale en République démocratique du Congo (ex Zaïre), extension du port de Douala et construction de ponts ferroviaires au Cameroun, programme d'électrification rurale en Côte-d'Ivoire, réhabilitation d'une centrale hydroélectrique en Égypte, pour ne nommer que celles-ci. Plus récemment, Dessau a participé à la réhabilitation de routes au Burkina Faso, a développé un programme de gestion des déchets au Bénin et un autre concernant la gestion de l'eau potable dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest.

Dessau amorce un projet autoroutier important à Alger ainsi que le prolongement d'un lien ferroviaire. Dessau est fière de se compter parmi les importants bâtisseurs canadiens et de contribuer au développement de nombreux pays sur presque tous les continents. ■



Programme d'inspection de ponts en Algérie

EN BREF

Saviez-vous que... 2

ÉDITORIAL

L'ONU et les questions de l'heure 3

POLITIQUE

Italie-Roumanie : José Manuel Barroso veut une "politique européenne de l'immigration" 4

POLITIQUE 4

José Manuel Barroso

**10****HENRY PAULSON**

Secrétaire américain au Trésor

RELATIONS INTERNATIONALES

PARIS - WASHINGTON: Nicolas Sarkozy ovationné aux États-Unis par les membres du Congrès 5

DIPLOMATIE DES AFFAIRESSommet Inde, Brésil, Afrique du Sud 7
Pétrole russe pour la Chine: une conduite au lieu du rail (ambassadeur chinois en Russie) 7**COUVERTURE 14****Les investissements directs étrangers (IDE) ont doublé en Afrique****INVESTISSEMENT**

IDE: Les flux mondiaux d'investissement battent en 2007 leur record de 2000 9

FINANCE

USA: Henry Paulson soutient un dollar fort et appelle à des réformes en Chine 10

COMMERCE ET ÉCONOMIE

Commerce international: L'écart Nord-Sud se resserre, selon la CNUCED 11

Le commerce sino-africain devrait atteindre 100 milliards de dollars avant 2010 12

REPORTAGERapport sur le développement dans le monde 2008
L'agriculture au service du développement 13**DOSSIER**

Les investissements directs étrangers (IDE) ont doublé en Afrique 14

DÉVELOPPEMENT

L'Économie de l'Irlande 15

RÉFLEXION

« Performance de l'aide canadienne en faveur de l'Afrique 16

Saviez-vous que...

- La hausse des entrées d'investissement direct étranger (IDE) en 2006 laisse supposer que l'Afrique a une place de choix sur l'écran radar des investisseurs. Mais la part du continent dans l'IED mondial est encore faible et la distribution plutôt inégale – dix pays concentrent 90 % du total. L'IDE est surtout dirigé vers les ressources naturelles (minéraux, pétrole, gaz, etc.). Une part assez faible va aux activités à forte intensité de main-d'œuvre, qui ont également besoin d'investissements.

- En janvier 2005, la fin de l'Accord multifibre de l'OMC, qui a sonné le glas des quotas accordés aux pays africains, a entraîné l'effondrement de l'industrie textile. Cette expérience montre que l'Afrique doit renforcer les liens entre l'investissement national et la capacité de production afin de créer à long terme des sources d'avantages comparatifs et concurrentiels, s'ajoutant aux éventuelles préférences commerciales et à l'IDE.

- L'envolée actuelle du prix des matières premières offre des opportunités prometteuses aux gouvernements africains s'ils sont capables d'investir leurs imposants profits dans la croissance à long terme, la diversification, le financement de l'investissement national et la réduction de la pauvreté. Le Rapport sur l'investissement dans le monde 2007 se consacre à la façon dont les pays en développement peuvent échapper au fléau des ressources ou au «paradoxe de l'abondance». Publié en septembre 2007, il se focalise sur le rôle de l'IDE dans les industries extractives.

- La 54^{ème} session annuelle du Conseil du commerce et du développement, l'organe directeur de la CNUCED, qui se tenait du 1^{er} au 11 octobre, devait examiner les questions d'actualité dans le domaine du commerce et du développement. Lors de la première séance, les ministres et autres personnalités de haut rang ont centré leur réflexion sur la question de savoir comment faire en sorte que tous les pays, tous ceux qui souffrent encore de la pauvreté, puissent profiter de

l'impressionnante croissance économique mondiale actuelle.

- Selon le dernier rapport de la CNUCED, on y découvre que la valeur totale des biens échangés dans le monde en 2006 a atteint plus de 12 000 milliards de \$, ce qui représente globalement 1 850 dollars en moyenne par habitant. Les écarts restent cependant considérables d'un continent à un autre. Par exemple, les exportations par habitant sont de moins de 300 dollars en Afrique contre un peu plus de 10 000 dollars en Europe. Bien que la progression du commerce des pays en développement soit toujours plus forte que celle des pays développés, les écarts en matière de participation au commerce mondial montrent que le fossé entre pays développés et en développement est loin d'être comblé.

- 2006 a marqué une forte progression des exportations de biens (17,6 %) et de services (12,9 %) par les pays en développement; mais à un rythme moins soutenu qu'au cours des deux années précédentes.

- Les exportations des pays les moins avancés se concentrent sur une palette de produits plus restreinte, ce qui peut être un facteur de vulnérabilité.

- Près des deux tiers de la flotte marchande (en tonnes de port en lourd) arborent un pavillon qui les immatricule dans un pays en développement, soit quasiment deux fois plus qu'il y a 30 ans; toutefois, les Bahamas, le Libéria et le Panama, qui sont des pays de libre immatriculation, représentent 58 % de la flotte des pays en développement et 37 % de la flotte mondiale.

- En 2005, les réserves en devises des pays en développement pouvaient financer 8 mois de leurs importations contre 5 mois trente ans plus tôt.

- En 2005, le Bangladesh et les Philippines ont reçu de leur ressortissants travaillant à l'étranger des sommes représentant environ 41% et 30 % de leurs exportations totales de biens et services. ■

Diplomat Investissement s'adresse aux décideurs politiques, diplomatiques, financiers et aux investisseurs. Magazine d'informations diplomatiques et économiques, il donne la parole à ceux qui prennent des décisions et fait la promotion de la nouvelle diplomatie axée sur les affaires et les investissements.

Président-éditeur: **Jean Télé Udimba**
Directeur général: **Dr Hilaire Woma**
Directeur général adjoint: **Gilles Carol**
Directeur de publication: **Patrick M'Bassengué**
Rédacteur en chef: **Ousmane Sow**

ADMINISTRATION

Catherine Bosso
Aïsha Barry
Coordonnatrice générale: **Anta Sakho**

DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES

Relations avec les Gouvernements: **Télé Wembolua**
Relations avec les secteurs privé et public: **Antoine Lukaso**
Relations avec les institutions: **Barry Karamoko**
Chargé de mission: **Ignace Lumumba**
Directeur de projets: **Pier Blais**
Directrice des communications: **Bérénice Kossowski**

DIRECTION INTERNATIONALE

Relations diplomatiques et consulaires: **André Okito**
Promotion du commerce et des investissements: **Béate Nkunda**

MARKETING ET PUBLICITÉ

Marketing et relations d'affaires: **Leyla Lardja**
Abonnement et vente: **Casimir Kourouma**

RÉDACTION

Chef rubrique: **Ousmane Sow**
Chef réviseur: **Dr Woma Kasong**
Journalistes: **Ousmane Sow, Béate Nkunda, Nathalie Aubot**
Reportage: **André Lachance**

PRODUCTION

Directeur de production: **Salah Amrane**
Photos & Illustrations: **Jean-Jacques Omeonga**
Impression: **Des livres et des copies inc.**

COLLABORATION ET SOUTIEN LOGISTIQUE

Global international
Info plus international
Promo Invest International

DISTRIBUTION

CIDEC
Distribution ciblée: WABC

PUBLICATION ET DIFFUSION

Groupe diplomat Investissement
Ont également collaboré à ce numéro:
Mme Élodie Rukiza
Moïse Mougnan
Pascal Lemba

Notre politique de distribution: Il nous arrive de communiquer à nos partenaires les besoins de nos annonceurs afin de les intéresser à leurs produits ou services. Bon nombre d'entre eux apprécient cette méthode de distribution ciblée. Cependant si vous ne voulez pas ce genre de service, faites-le savoir à notre administration.

Droits d'auteur et droit de reproduction.

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Canada
ISSN: 1205-9757

Magazine Diplomat Investissement

6830, av. du Parc, suite 565 Montréal, Québec H3N1W7 Canada
Téléphone: (514) 271-0071 - Télécopieur: (514) 273-0120
Courriel: contact@diplomatinvestissement.com
Site Web: www.diplomatinvestissement.com

Toute demande de reproduction doit être adressée à l'administration du magazine.

Les capitaux étrangers se déversent sur l'Afrique

Jean Télé Udimba

L'Afrique est plus que jamais courtisée pour la richesse de son sous-sol. Les investissements directs étrangers (IDE) ont atteint 36 milliards de dollars l'année dernière, soit le double de leur niveau de 2004, selon l'édition 2007 du Rapport sur l'investissement dans le monde de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Les entrées d'IDE ont progressé dans 33 de ces pays. C'est une aubaine pour tout le continent, même si les dix premiers bénéficiaires concentrent 90 % de la manne (dont huit ont reçu plus de 1 milliard de dollars). Car désormais les plus pauvres sont aussi recherchés par les investisseurs. « La recherche de nouvelles réserves de ressources naturelles a entraîné une hausse de l'IDE dans les pays le moins avancés (PMA) d'Afrique, lequel s'est établi à 8 milliards de dollars après deux années consécutives de baisse », se félicite le rapport. Ceci notamment à la suite de la découverte de nouveaux gisements dans des pays tels que la Guinée équatoriale, le Mali et le Tchad. Les multinationales redoublent donc d'intérêt pour ce nouvel eldorado minéral, dont elles peuvent encore contrôler l'exploitation, alors qu'elles ont dû renoncer à celle des hydrocarbures.

En Afrique, les entrées IDE ont fait un bond, passant de 17 à 31 milliards de dollars, destinées essentiellement dans l'exploitation des ressources naturelles, principalement le pétrole, mais aussi dans le secteur bancaire. « Les prix élevés des produits de base et la forte demande de pétrole ont contribué à l'intensification des activités de prospection dans plusieurs pays dont l'Algérie, l'Égypte, la Guinée-équatoriale, la Libye, la Mauritanie, le Nigeria et le Soudan », écrivent les auteurs du rapport. Cette forte augmentation de 78% des entrées IDE ne saurait toutefois pas masquer le fait que « la part de cette région dans l'IDE mondial est néanmoins restée faible, dépassant à peine 3 % ».

L'Afrique du Sud se place en tête des pays africains ayant attiré le plus d'IDE avec 6,4 milliards de dollars, soit 21 % des entrées totales sur le continent, et dans l'ordre, suivent l'Égypte, le Nigeria, le Maroc, le Soudan, la Guinée-équatoriale, la République démocratique du Congo (RDC), l'Algérie, la Tunisie et le Tchad.

Les investissements proviennent essentiellement des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de l'Allemagne. Selon le rapport, l'Afrique ne se contente pas d'accueillir des investissements étrangers, de plus en plus d'entreprises se lancent dans l'internationalisation notamment par le biais des fusions-acquisitions, même si les sorties d'IDE d'Afrique ne concernent que peu de pays (Égypte, Libéria, Libye, Maroc, Nigeria, Afrique du Sud).

La société égyptienne de télécommunications Orascom a ainsi acquis Wind Télécommunication (Italie) par l'intermédiaire de Weather Investments. « Si les pays africains veulent devenir concurrentiels sur le plan international, suggère la CNUCED, il faut qu'ils renforcent les liens entre les secteurs exportateurs et le reste de l'économie en créant et en développant les capacités locales nécessaires, qu'il s'agisse de l'infrastructure matérielle, du potentiel de production ou des organismes d'appui à l'investissement privé ».

Italie-Roumanie

José Manuel Barroso veut une "politique européenne de l'immigration"

Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso a affirmé que l'Europe devait se doter d'une politique européenne de l'immigration à la suite des tensions entre Rome et Bucarest après l'expulsion de plusieurs dizaines de Roumains d'Italie.

"Il est absurde d'avoir 27 politiques d'immigration en Europe. Il nous faut une politique européenne de l'immigration" a déclaré M. Barroso à l'issue de l'Assemblée des régions de l'Europe (ARE) à Udine dans le nord-est de l'Italie. Rome a pris en urgence la semaine dernière un décret-loi controversé facilitant l'expulsion d'étrangers pour des raisons de "sécurité publique" à la suite du meurtre d'une Italienne attribué à un jeune Tzigane d'origine roumaine mais ce décret doit encore être adopté par le Parlement.

Bucarest a demandé officiellement à la Commission d'examiner si le décret-loi italien ne violait pas la législation européenne. "Rien dans la législation communautaire n'empêche un pays de prendre des mesures d'expulsion d'ordre public" pour se défendre contre la criminalité des "migrants qu'ils viennent de l'espace européen ou d'ailleurs", a estimé M. Barroso au cours d'une conférence de presse. Il a confirmé que la Commission "examinerait la compatibilité du décret-loi au regard des acquis communautaires" mais "qu'il ne pouvait penser que M. Prodi, un champion de l'intégration européenne puisse présenter un texte contraire



à l'esprit communautaire" en matière de droit à la libre circulation en Europe. Pour le président de la Commission, "il est faux que l'entrée de la Roumanie dans l'UE ait provoqué une vague de départ" vers l'ouest de l'Europe". "Ces migrations avaient eu lieu avant", a déclaré M. Barroso et "nous pensons qu'avec l'amélioration des conditions économiques en Roumanie du fait de son adhésion à l'UE, il va y avoir un retour des migrants dans leur pays."

Pour M. Barroso, la future politique communautaire en matière d'immigration "devra éviter deux extrêmes: une politique

de portes ouvertes à tous, démagogique et irresponsable" et "un repli sur soi qui contribuerait à la xénophobie".

"Il n'y a pas encore eu assez de débats en Europe sur ces questions" et "il n'y a pas de position commune" a-t-il reconnu, souhaitant que l'UE "soit très ferme en matière de police, de contrôle et de sécurité" mais en même temps "généreuse en matière d'intégration". M. Barroso a enfin estimé que l'UE n'était pas encore prête à la création d'une police fédérale européenne, soulignant que dans ce domaine touchant aux droits régaliens des États, il fallait "avancer pas à pas". ■

PARIS - WASHINGTON

Nicolas Sarkozy ovationné aux États-Unis par les membres du Congrès

Paris et Washington ont affiché leurs convergences sur l'Iran et l'Afghanistan à l'occasion de la visite du président français Nicolas Sarkozy aux États-Unis, sans parvenir à masquer tout ce qui les sépare encore. Ovationné debout par les membres du Congrès des États-Unis, M. Sarkozy a visiblement séduit ses hôtes américains en jugeant "inacceptable" l'hypothèse d'un Iran possédant l'arme nucléaire et en promettant de rester engagé en Afghanistan "aussi longtemps qu'il le faudra". La ferme position française sur l'Iran a été saluée par le porte-parole du département d'État Sean McCormack, qui a qualifié la France de "partenaire capital" sur cette question.

Mais, notaient des experts américains, le président français s'est aussi gardé de prononcer le simple nom "Irak" au cours de son intervention devant les parlementaires américains. Et si l'engagement de la France en Afghanistan a été confirmé, le président Sarkozy n'a pas évoqué un possible déploiement des soldats français, stationnés à Kaboul, dans le sud ou l'est de l'Afghanistan comme le souhaiteraient notamment les Américains. Sur l'Otan, alors que les Américains voudraient que la France réintègre le commandement militaire intégré de l'Alliance, quitté en 1966 à l'initiative du général de Gaulle, M. Sarkozy a assuré que "plus l'Europe de la défense sera aboutie, plus la France sera résolue à reprendre toute sa place dans l'Otan". "L'Otan ne peut pas être partout", a-t-il insisté. Lors d'une conférence de presse commune avec le président américain George W. Bush, le chef de l'État

français a souhaité un "Irak uni" et "démocratique", et mis en garde contre un démantèlement de ce pays. Interrogé par un journaliste américain pour savoir si la France pourrait aider les États-Unis à sortir du "bourbier" irakien, M. Sarkozy a préféré éluder la question. Le Président français a toujours affirmé que la France avait eu raison de s'opposer à la guerre en Irak. La décision du président Jacques Chirac de ne pas s'engager aux côtés des Américains en 2003 pour chasser du pouvoir Saddam Hussein avait déclenché aux États-Unis une vague d'hostilité antifrançaise sans précédent.

Le président américain George W. Bush, dont les alliés sur la scène internationale ne sont pas si nombreux, a souhaité atténuer les divergences de vues avec son homologue français. "Nous avons eu (Français et Américains) une opinion différente" sur l'Irak, a-t-il dit. "Mais, s'est-il empressé d'ajouter, je ne sens pas de différence maintenant". Il a notamment remercié le président Sarkozy d'avoir dépêché à Bagdad le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner.

L'ami américain Nicolas Sarkozy a également critiqué un dollar jugé "trop faible" en plaidant pour "une juste parité des changes" et en mettant en garde contre "un désordre monétaire qui risque de se muer en guerre économique".

M. Sarkozy qui avait reçu récemment à Paris l'ancien vice-président américain Al Gore, récompensé par le prix Nobel de la paix pour son engagement contre le réchauffement climatique, a également appelé les États-Unis à rejoindre l'Europe



dans le combat contre le réchauffement "qui menace de destruction notre planète". Il n'a cependant pas demandé explicitement à Washington de ratifier le protocole de Kyoto.

"La visite de M. Sarkozy représente un potentiel énorme" pour aplanir les divergences entre la France et les États-Unis, estime Charles Kupchan, un expert de politique étrangère à l'Université Georgetown de Washington. "Mais, ce serait exagéré de dire que nous avons déjà tourné la page", a-t-il ajouté. D'ailleurs, "attendre trop, trop vite, pourrait refroidir les relations" franco-américaines, a jugé avec prudence Simon Serfaty, directeur de la division Europe du Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS). ■

Les États-Unis envisagent la fermeture du centre de Guantanamo selon le New Times

Le gouvernement américain envisage de fermer le centre de détention de Guantanamo (Cuba) et le transfèrement des détenus suspects de terrorisme sur le sol américain, a affirmé le New York Times sur son site internet.

Parmi les autres mesures à l'étude, selon le journal qui cite des responsables américains anonymes, figurent la possibilité pour les prisonniers de bénéficier d'une défense légale et l'examen de leur cas par la justice fédérale civile et non plus par les tribunaux militaires. "S'ils (les



prisonniers) doivent être transférés aux États-Unis (...) il faudra pour des raisons politiques des procédures plus élaborées que celles en vigueur actuellement à Guantanamo", a souligné un haut responsable, cité par le New York Times.

Pour l'instant, seuls les militaires ont le pouvoir de décider qui parmi les étrangers suspects de terrorisme doit être emprisonné à Guantanamo et pour combien de temps. Quelque 330 hommes sont actuellement prisonniers sur la base américaine du sud de Cuba, qui depuis janvier 2002 regroupe des détenus soupçonnés de menacer la sécurité des États-Unis, arrêtés dans divers pays depuis les attentats du 11 septembre 2001. ■

CLIMAT

Accord "historique" à Montréal pour protéger la couche d'ozone et le climat

Près de 200 pays ont décidé à Montréal d'accélérer de 10 ans l'élimination de substances nocives pour la couche d'ozone, un important accord qui contribuera en même temps à la lutte contre le réchauffement climatique. "Nous assistons aujourd'hui à une action historique pour notre environnement", s'est félicités samedi le ministre canadien de l'Environnement John Baird. Ce sont 190 pays, plus l'Union européenne, qui se sont mis d'accord à l'issue d'une conférence d'une semaine à Montréal pour geler puis éliminer plus tôt que prévu les HCFC (hydrochlorofluorocarbones), des substances nocives pour la couche d'ozone utilisées dans la réfrigération et la climatisation. Leur élimination accélérée contribuera en même temps de façon importante à la lutte contre le réchauffement climatique, car ce sont aussi un puissant gaz à effet de serre.

M. Baird et le directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) Achim Steiner ont vu dans ce succès un bon augure et un "signal vital" avant les rencontres prévues d'ici la fin de l'année sur les changements climatiques, en particulier le sommet convoqué la semaine prochaine à New York par le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon. Signé en 1987, le protocole de Montréal, considéré comme l'accord environnemental le plus efficace, prévoyait l'élimination des HCFC en 2030 pour les pays développés et 2040 pour les pays en développement. En vertu de l'entente de Montréal, la production de ces substances

sera gelée en 2013 à son niveau de 2009-2010, avant leur élimination totale, qui a été avancée à 2020 pour les pays développés et 2030 pour les pays en développement. Les pays développés sont convenus de réduire leur production et leur consommation de 75% dès 2010, puis de 90% en 2015. Quant aux pays en développement, ils ont accepté une réduction de 10% en 2015, qui passera à 35% en 2020 et à 67,7% en 2025. "Si nous n'étions pas parvenus à un accord, la production d'HCFC aurait doublé d'ici 2015", a dit M. Steiner, soulignant que cela épargnerait à l'atmosphère des milliards de tonnes de gaz à effet de serre (GES). Selon le PNUE, l'accélération de l'élimination des HCFC doit permettre de réduire de 3,5% les émissions GES de la planète.

MM. Baird et Steiner ont salué le rôle constructif joué par la Chine. Pékin réclamait une aide pour faciliter sa transition vers des substances moins nocives pour l'environnement et son opposition aurait pu faire capoter l'accord. Dans cette perspective, les pays donateurs se sont engagés à continuer à financer le Fonds multilatéral qui sert à venir en aide aux pays en développement, mais sans fixer de chiffre. Un responsable a estimé à 150 millions de dollars, la facture annuelle. Le Fonds a déboursé plus de 2 milliards de dollars depuis l'entrée en vigueur du pro-



tole de Montréal en 1987. La conférence marquait aussi le 20e anniversaire de ce traité qui a réussi à pratiquement éliminer une première génération de substances appauvrissant la couche d'ozone, les CFC (chlorofluorocarbones).

L'ozone, une molécule issue de l'oxygène, joue un rôle essentiel en filtrant les rayons ultra-violets B, responsables notamment des cancers de la peau. Le protocole n'a pas fait disparaître le trou dans la couche d'ozone, mais il a stabilisé la situation et commencé à y remédier. Les scientifiques estiment que la couche d'ozone pourrait, d'ici à 2050 ou 2060, retrouver un état "voisin" de celui de 1980, avant que les trous dans la couche d'ozone ne s'accroissent jusqu'à atteindre en septembre 2006 la dimension record de 29,5 millions de km². Sans le protocole de Montréal, quelque 100 millions de cancers de la peau supplémentaires auraient été contractés d'ici à 2020. ■

L'Afrique serait en première ligne du réchauffement climatique

L'Afrique sera en première ligne du réchauffement climatique si le monde n'y remédie pas rapidement, une partie du continent noir risquant de se trouver incultivable ou inhabitable, font savoir des chercheurs du gouvernement britannique. Dans un exposé présenté à Pretoria, David King, principal conseiller scientifique du gouvernement britannique, prédit que le réchauffement climatique, s'il n'est pas freiné, va aggraver la sécheresse en Afrique et provoquer des inondations le long de ses côtes.

Il a ajouté que 70 millions d'Africains supplémentaires pourraient être menacés de famine d'ici les années 2080 en raison de la poursuite du réchauffement climatique. Les températures ont augmenté en moyenne d'environ 0,7 degrés Celsius en Afrique

au cours du siècle écoulé. "C'est le continent qui va souffrir le plus du changement climatique", a déclaré King à des universitaires et à des journalistes. Ils ont exhorté l'Afrique à faire du changement climatique une priorité et la communauté internationale à mieux partager ses technologies et ses compétences avec ce continent faisant figure, selon eux, de principal champ de bataille de la lutte contre le réchauffement.

La Grande-Bretagne milite pour l'adoption d'ici 2009 d'un accord mondial sur la réduction des émissions de dioxyde de carbone, le premier des gaz à effet de serre constituant l'un des principaux facteurs du réchauffement de la planète. ■

COOPÉRATION

Sommet Inde, Brésil, Afrique du Sud



Le premier ministre indien, M. Manmohan Singh, le président Thabo Mbeki d'Afrique du Sud et le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva

accordent à leurs agricultures sous forme de subventions ou de tarifs douaniers qui déséquilibrent les marchés agricoles à leur profit et ruinent les agricultures des pays en voie de développement. Les exigences des pays industriels pour l'ouverture de leurs marchés aux produits agricoles en provenance des pays du sud est une menace pour les pays émergents qui risquent de voir leurs secteurs manufacturiers disparaître. Dans une déclaration, le CO-SATU, met en garde les trois pays « contre la perte de leurs secteurs manufacturiers et la transformation de ces pays, en simples destinations de tourisme ou producteurs de matières premières, ce qui aurait des conséquences désastreuses sur l'emploi ».

Une étude de la Fondation Carnegie estime que la libéralisation des marchés pour les produits manufacturés entraînerait vers le bas les salaires des ouvriers non qualifiés et des pertes d'emplois considérables dans le textile, la métallurgie, l'automobile, l'électronique pour un pays comme l'Afrique du Sud.

Devant les défis de ce rapport déséquilibré entre les pays du Nord et les pays du Sud, la tentation pourrait être grande de signer des accords bilatéraux qui ruineraient toute offensive conjointe des pays en développement pour transformer ces relations au profit du développement des pays du Sud et un rééquilibrage des institutions internationales ■

Les dirigeants de ces pays émergents veulent un ordre plus juste des relations commerciales entre les pays riches et les pays pauvres et une transformation des institutions internationales qui tiennent compte de l'évolution du monde.

Réunis à Thwane en Afrique du Sud, les dirigeants politiques et économiques de ces trois pays sont optimistes pour l'avenir de leurs relations commerciales qui pourraient atteindre les 15 à 20 milliards de dollars dans les trois années à venir grâce à une meilleure coopération et un partage

des compétences dans les domaines des transports, des communications et de la technologie. La question de fonds pour le ministre sud-africain du Commerce et de l'Industrie est de savoir « si nos structures agricoles et industrielles sont complémentaires ou directement en compétition ». Les trois pays sont confrontés à des problèmes similaires : pauvreté et chômage, aussi l'ouverture des marchés ne doit pas exacerber ces problèmes dans les échanges Sud Sud. Les trois pays ont demandé aux pays riches d'en finir avec les aides qu'ils

Pétrole russe pour la Chine: une conduite au lieu du rail (ambassadeur chinois en Russie)

L'ambassadeur chinois en Russie Liu Guchang est favorable aux livraisons de pétrole par une conduite qui pourrait être branchée sur l'oléoduc Sibérie orientale-Pacifique, actuellement en chantier, et à l'abandon des fournitures de pétrole russe par le Transsibérien. Selon lui, "le gouvernement russe a décrété des tarifs ferroviaires élevés pour le transport de pétrole brut". "Les bénéfices qui doivent être obtenus par Rosneft (plus grosse compagnie pétrolière publique russe) sont tirés par RZD (Chemins de fer russes). Nous espérons que la Russie prendra des mesures pour coordonner les intérêts des groupes contrôlés par l'État. La solution idéale consiste à poser au



SEM Liu Guchang

plus vite un oléoduc", a expliqué le diplomate chinois lors d'une conférence de presse à RIA Novosti .

En mai dernier, le Service fédéral pour les tarifs avait décrété une réduction de 22 % sur les exportations de brut vers la Chine par rail et certains experts ont lié à cette décision la perspective d'une augmentation des livraisons. En 2006, les fournitures de pétrole par le Transsibérien ont augmenté de 33,6 %, à 10,3 millions de tonnes. Le président de RZD, Vladimir Iakounine, table sur 15 millions de tonnes pour 2007. L'oléoduc Sibérie orientale-Pacifique, d'une longueur totale de 4.770 km, reliera la région d'Irkoutsk à un terminal pétrolier dans le port de Nakhodka, sur le littoral russe du Pacifique. Un embranchement vers la Chine pourrait être construit. ■

GRANDE-BRETAGNE-ALGÉRIE

L'ambassadeur de Grande-Bretagne en Algérie a rappelé lors de sa visite à Oran l'intérêt des investisseurs britanniques pour le marché algérien.

Sur un plan de coopération économique, Londres veut renouer le contact avec Alger pour tracer un canevas de travail entre les opérateurs algériens et anglais. Des relations commerciales ou d'investissement avec l'Algérie, la Grande-Bretagne mise sur les deux options pour conquérir de nouveau le marché algérien. C'est dans ce but que l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Alger, installé au mois de juillet à l'ambassade, M. Andrew Henderson, est venu à Oran le vendredi pour une visite de trois jours. « Je suis venu pour une visite d'exploration. Je suis venu découvrir les opportunités qu'offrent les différents secteurs d'activité pour les compagnies britanniques ».

C'est en ces termes que le représentant de la diplomatie britannique a voulu montrer l'intérêt de la Grande-Bretagne pour le marché algérien. « C'est vrai », dira-t-il, « que nous avons perdu le contact ces der-



SEM Andrew Henderson

nières années. Je voudrais rétablir ce contact pour informer les compagnies britanniques des opportunités économiques de ce pays et les encourager à venir ici et développer des relations avec les hommes

d'affaires algériens ». Avec un volume d'échange entre l'Algérie et la Grande-Bretagne de près de 2 milliards de dollars par an dont une grande partie en hydrocarbures, M. Andrew Henderson souligne que son pays a beaucoup à faire pour constituer une banque de données économiques car « nous manquons, maintenant, d'éléments qui nous permettent de mieux connaître les potentialités économiques de ce pays ».

L'ambassadeur ouvre une parenthèse dans ce contexte pour déclarer que des liens sont déjà établis avec Sonatrach puisque plusieurs compagnies pétrolières britanniques traitent avec l'Algérie. Comme premier contact dans ce sens, le diplomate britannique annonce l'organisation, au mois de février prochain à Londres, d'un séminaire sur le marché algérien. Une rencontre initiée par la chambre de commerce arabo-britannique qui reste l'institution la plus dynamique dans les échanges arabo-britanniques. ■

L'ambassadeur américain au Monténégro : n'autorisez pas la domination du capital russe

L'ambassadeur américain au Monténégro, Roderik Mur, a estimé que le Monténégro ne devrait pas permettre la moindre domination de capital étranger venu d'un seul pays - Il est très important que n'importe quel état, et en particulier un petit, ne permette à aucun capital étranger de dominer l'économie ou du moins une branche de l'économie de son pays. Une telle domination pourrait conduire à une pression politique ou diplomatique ou à diverses manipulations - a déclaré Mur dans une interview à IN televizija.

Ayant été interrogé sur la raison de l'absence d'investissements américains au Monténégro, Mur a indiqué que l'opinion monténégrine devrait savoir que pour les investisseurs américains il est essentiel qu'il y ait un processus de privatisation

juste, transparent et clair - écrit le Republika du Monténégro.

- Faute de quoi, de telles transactions sa-



SEM Roderik Mur

pent l'état de droit au Monténégro, et au-delà elles trompent les contribuables puisqu'ils ont droit aux taxes et à prélever des impôts sur base de ces transactions, a déclaré Mur.

- Les Américains sont habitués à la concurrence et ils n'ont rien contre cela, mais ils ne viendront pas s'ils soupçonnent que le processus n'est pas fair - a fait savoir Mur. Il a estimé être très mauvais si les Américains pensent conclure un contrat qui ne serait pas respecté. L'ambassadeur américain a indiqué que le Monténégro en tant que nouvel état et nouvelle démocratie doit tenir compte de la transparence du processus de privatisation et des transactions financières.

- Les investisseurs américains ne viendront pas si l'on ne respecte pas les contrats et la transparence des processus - a conclu Mur. ■

IED

Les flux mondiaux d'investissement battront en 2007 leur record de 2000

Les flux mondiaux d'investissement direct étranger (IDE) qui ont atteint 1 306 milliards de dollars (921 milliards d'euros) en 2006 ont frôlé le record atteint en 2000, indique le rapport sur l'investissement dans le monde de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), publié en octobre. Les pays développés restent les premiers bénéficiaires de ces flux de capitaux qui ont bondi de 45 %, pour atteindre 857 milliards de dollars. Les pays en développement et les pays "en transition" (pays d'Europe centrale), qui ont respectivement attiré 379 milliards de dollars et 69 milliards de dollars, en ont également bénéficié.

Les États-Unis sont à nouveau la destination privilégiée avec 175,4 milliards de dollars d'investissement, soit un bond de 74 % au détriment du Royaume-Uni, qui est repassé à la deuxième place avec 139,5 milliards. La France, portée par la puissance de ses multinationales, arrive troisième avec 81,1 milliards de dollars. Ces chiffres record s'expliquent par la multiplication des fusions-acquisitions internationales aussi bien en valeur (880 milliards de dollars) qu'en nombre (6 974). L'accroissement des bénéfices des entre-



prises dans le monde a entraîné les investisseurs à signer 172 transactions géantes en 2006, contre 141 en 2005. Ces opérations d'un montant supérieur à 1 milliard de dollars représentent près des deux tiers de la valeur totale des fusions-acquisitions internationales. Au regard des niveaux élevés des fusions-acquisitions engagées au premier semestre de cette année, "il est fort

probable que nous assisterons à une nouvelle hausse des IDE en 2007 et en 2008", prédit Anne Miroux, responsable du rapport, la crise des subprimes (les crédits immobiliers à risque) n'ayant qu'un impact limité, selon la CNUCED.

En revanche, la part de l'Afrique dans l'investissement mondial est tombée à 2,7 %, contre 3,1 % en 2005. ■

Investissements privés au Sénégal : Le Cpi dope les activités

À la faveur des réformes initiées par le Conseil présidentiel de l'investissement (CPI), le Sénégal devient attractif pour les investisseurs privés. De 200, la manne est passée à 650 milliards de francs Cfa par an. Le volume des investissements privés au Sénégal a été doublé depuis l'an 2000, a révélé avant-hier la directrice générale de l'Agence nationale chargée de la promotion de l'investissement et des grands travaux (Apix). Pour Aminata Niane qui animait un dîner de presse avant-hier en prélude au lancement du 7e Conseil présidentiel de l'investissement (CPI) qui aura lieu lundi, l'enveloppe des investissements est passée de 200 à près de 650 milliards de francs CFA par an. Une performance qu'elle impute en grande partie à la mise en place du Conseil prési-

dentiel de l'investissement qui ambitionne d'améliorer l'environnement des affaires du Sénégal et de figurer dans le 'top 10' des pays où l'on réforme le plus en Afrique. « Dans les trois ans à venir, le Sénégal veut changer d'échelle en quittant les poids légers pour les poids lourds grâce aux investissements consentis dans le domaine minier et au port de Dakar», confesse Mme Niane. ■



La Libye lance un fonds d'investissement de 40 milliards de dollars

La Libye vient de lancer un fonds d'investissement de 40 milliards de \$ (28 milliards d'Euros) destiné à des placements sur les marchés internationaux. L'État libyen avait créé auparavant au début de l'année, un nouvel organisme baptisé « Libyan Investment Authority » (LIA) et dont les ressources proviennent des surplus de revenus pétroliers. La volonté des dirigeants libyens est de réduire la dépendance du pays vis à vis des hydrocarbures et à diversifier ses ressources. Selon Mohamed Layas, responsable de la LIA, le Fonds aura un bureau à Londres et un deuxième à Tripoli. Il se focalisera sur des investissements gérés à travers des institutions et banques occidentales. ■

USA

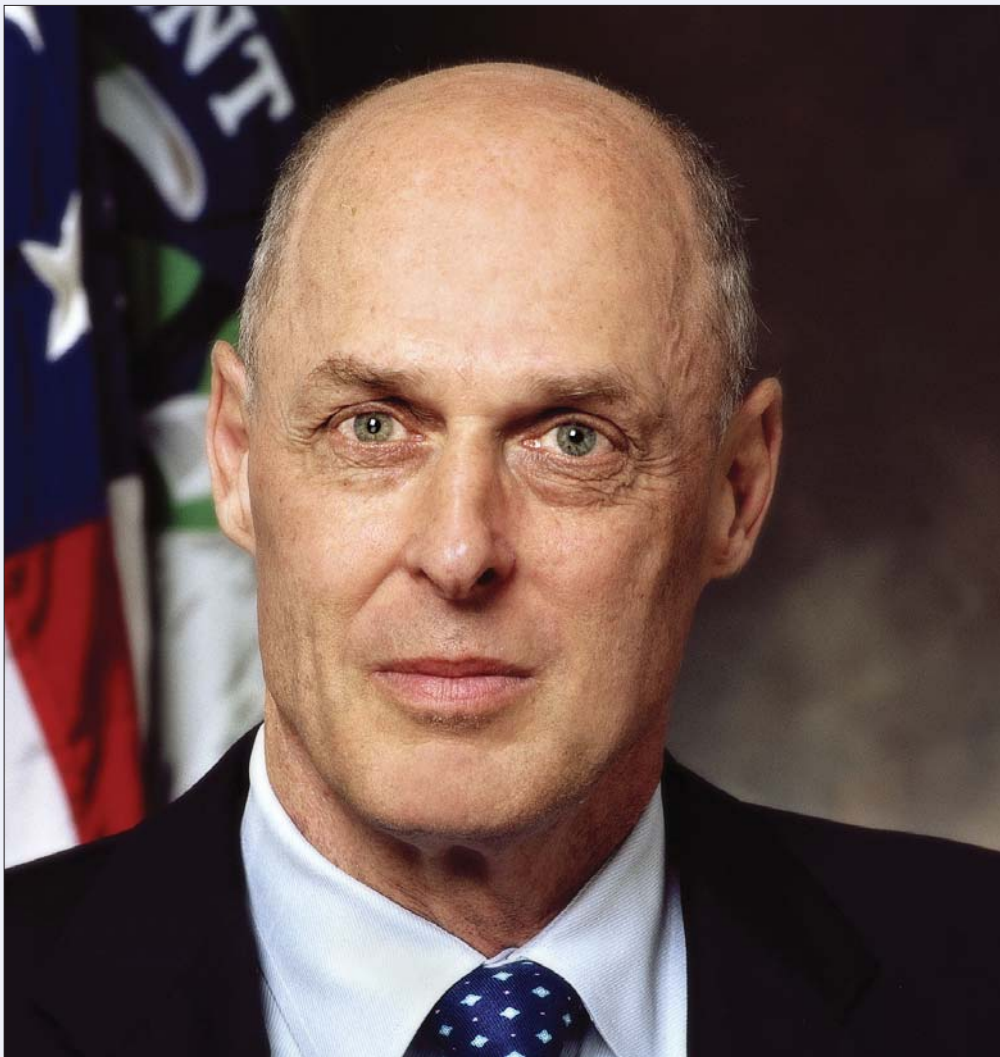
Henry Paulson soutient un dollar fort et appelle à des réformes en Chine

Le secrétaire américain au Trésor Henry Paulson a réaffirmé son soutien à un dollar fort, dans un discours à New York où il a également appelé la Chine à plus de flexibilité sur sa politique de change.

"Un dollar fort est dans l'intérêt de notre Nation et, je le répète, la valeur d'une monnaie doit être déterminée par ses fondamentaux sur des marchés concurrentiels", a-t-il déclaré devant des chefs d'entreprises chinois et américains réunis à New York.

"La Chine a besoin d'une politique de prix plus flexible, et notamment d'un taux de change résultant davantage du marché", a-t-il dit. "Un taux de change flexible est d'ailleurs la clé qui permet à la politique monétaire (l'instrument le plus puissant en matière d'encadrement de l'économie) de faire l'essentiel pour assurer une croissance stable et non-inflationniste", a-t-il ajouté.

Le ministre américain a en outre reconnu que l'économie de son pays traversait une phase de turbulences à la suite de la crise des crédits hypothécaires à risque mais s'est dit confiant sur sa capacité à la surmonter. "J'ai reconnu clairement que nous traversions des turbulences sur nos marchés de capitaux. Les risques sont réévalués, leur coût est réestimé, et cette étape va prendre un peu de temps", a-t-il dit. "Mais tout cela se passe dans un contexte de bonne santé économique, l'économie mondiale étant très forte et



celle des États-Unis très bien portante. Je pense que nous allons continuer à croître et à traverser cette période grâce à la force de notre économie", a estimé M. Paulson. Alors que certains craignent que la Chine

avance trop rapidement dans ses réformes économiques, M. Paulson a déclaré: "Je crois qu'avancer trop lentement comporte plus de risques pour les Chinois et la prospérité mondiale". ■

Crise financière internationale liée au crédit immobilier américain

Face à l'internationalisation de la crise des crédits immobiliers américains à risque ("subprime mortgages") qui a provoqué une forte baisse des grandes bourses mondiales les 9 et 10 août, les banques centrales interviennent massivement. Les 9, 10 et 11 août, la Banque centrale européenne (BCE) injecte sur le marché plus de 200 milliards d'euros, la Réserve fédérale américaine (FED) 67 milliards d'euros et la Banque du Japon 6,2 milliards d'euros, afin d'éviter une crise de confiance généralisée. Le marché du crédit immobilier à risque, destiné

aux personnes à faible revenu, est en crise aux États-Unis depuis le début de l'été suite au retournement du marché immobilier et à la hausse des taux, et la plupart des établissements bancaires internationaux sont touchés par l'effondrement des prix des "subprime" américains, à travers les fonds de placement qu'ils gèrent. Le 17 août, la FED décide d'abaisser son taux d'escompte de 0,5 point à 5,75%, permettant ainsi une remontée de 1,5 à 2% des indices boursiers à New York, Paris, Londres et Francfort. ■

COMMERCE INTERNATIONAL

L'écart Nord-Sud se resserre, selon la CNUCED

L'écart se resserre entre pays riches et pays pauvres en matière d'accès au commerce international, selon un classement de 123 pays publié par la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED). Selon la deuxième édition de son "indice du commerce et du développement" publié tous les deux ans, la CNUCED juge "remarquables" les résultats de plusieurs pays en développement ou en transition ainsi que leur "capacité à rattraper les pays les plus riches". La CNUCED souligne la performance de sept grands pays émergents (Brésil, Inde, Chine, Corée du Sud, Mexique, Russie, Afrique du Sud) dont l'écart avec le score des nouveaux pays membres de l'Union européenne "n'est pas important".

La Chine s'est ainsi classée à la 25e place, gagnant deux places par rapport au classement 2005, à l'instar de l'Inde qui s'est hissée au 86e rang. Comme en 2005, les États-Unis, l'Allemagne, le Danemark et le Royaume-Uni occupent les premières places du classement qui évalue la capacité des pays à profiter du commerce mondial. Le Japon est 6e ex-aequo avec la Suède, devant la France (8e). Parmi les

pays considérés "en développement" selon la définition officielle des Nations unies, Singapour arrive en tête à la 5e position, gagnant deux places, la Corée du Sud est 21e (-1), le Chili (premier latino-américain) est 37e (-1) et l'Afrique du Sud 47e (+3), en tête de son continent.

Le Mexique gagne trois places (47e) et le Brésil six (54e). Les nouveaux pays membres de l'UE se classent pour huit d'entre eux entre la 24e et la 35e place, emmenés par la Slovaquie, seule de ce groupe à avoir déjà adopté l'euro. Suivent les autres pays en transition d'Europe de l'Est, avec en tête l'Ukraine (37e, +4 places), loin devant la Russie (58e, -8 places). L'indice a été calculé à partir de critères tels que l'ouverture au commerce (mesuré en fonction du niveau des droits de douane), le développement humain (santé, éducation...), l'environnement (accès à l'eau potable...), les infrastructures (routes, transport aérien, télécommunications...), le système financier (crédit au secteur privé rapporté au PIB) ou encore la part de l'agriculture dans l'économie.

Si les pays en développement restent à la traîne en termes de capital humain, d'infrastructures et de bien-être social, "la

situation évolue positivement", selon la CNUCED. "Certains obtiennent des scores proches de ceux des pays développés en ce qui concerne les ressources financières, la structure économique, la stabilité macroéconomique et la viabilité environnementale". Le commerce à lui seul ne peut suffire au décollage des pays en développement, soulignent toutefois les auteurs du rapport.

S'ils veulent combler l'écart avec les États les plus avancés, les pays en développement vont devoir améliorer leur gestion économique et financière, l'aide au commerce et leur politique industrielle, a plaidé le secrétaire général de la CNUCED, Supachai Panitchpakdi.

"Si on ne se concentre que sur la libéralisation du commerce, il est peu probable que l'on atteindra les résultats escomptés", a relevé l'ancien patron de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), appelant à une expansion du commerce Sud-Sud. L'indice a été modifié par rapport à sa précédente livraison pour incorporer de nouveaux critères tels que la dette extérieure, la lutte contre la corruption ou encore la place des femmes sur le marché du travail. ■

BM: La libéralisation du commerce est cruciale pour aider les PVD à réduire les émissions de gaz

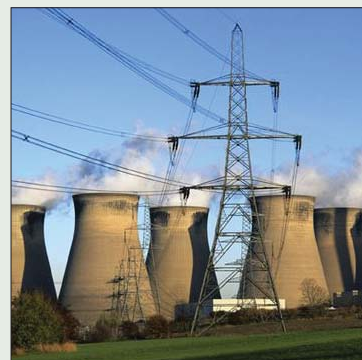
La libéralisation du système de commerce global sera un facteur clé pour aider les pays en développement (PVD) à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, a indiqué un rapport publié par la Banque mondiale (BM). Le rapport, intitulé : "Commerce international et changement climatique : les perspectives économique, juridique et institutionnelle", décrit comment le débat commerce-environnement a peu considéré jusqu'alors les problèmes environnementaux à l'échelle mondiale, le changement climatique, la biodiversité en déclin, la réduction des pêcheries océaniques et la surexploitation des ressources partagées".

Ces questions de "biens publics", qui demandent une action de coopération internationale, pourraient potentiellement mener à des tensions commerciales si certains pays ne font que bénéficier des efforts d'autres pays dans la protection de l'environnement, a indiqué le rapport. Bien qu'il existe la possibilité d'un conflit entre le commerce et le régime environnemental global émergent pour combattre le changement climatique, le

rapport a aussi indiqué que certaines questions actuellement à l'ordre du jour de l'OMC pourraient potentiellement être exploitées pour aider à élargir les objectifs environnementaux globaux. Par exemple, une libéralisation multinationale des sources énergétiques renouvelables ou un accord pour supprimer les subventions sur les combustibles fossiles

pourraient également servir les objectifs de lutte contre le changement climatique. "Le changement climatique est un défi global demandant la collaboration internationale", a souligné Warren Evans, directeur de l'environnement de la BM. "Une zone où les pays ont engagé avec succès une résolution multilatérale à long terme est la libéralisation du commerce international".

"L'intégration dans l'économie mondiale a été prouvée comme puissant moyen pour des pays de promouvoir la croissance économique, le développement, et la réduction de pauvreté", a-t-il ajouté. ■

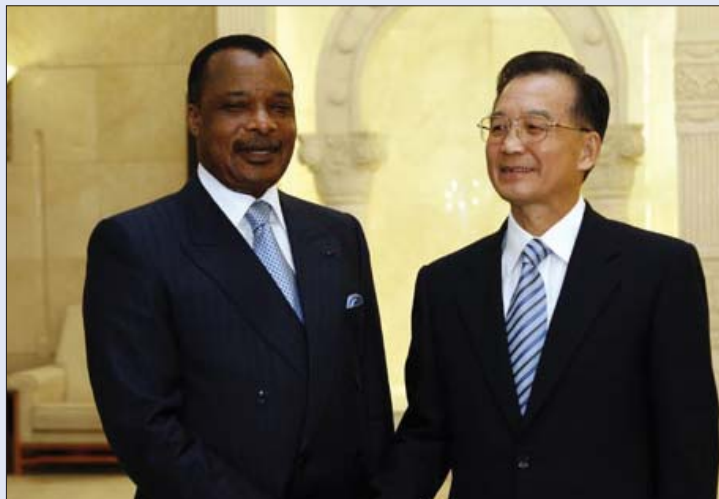


Le commerce sino-africain devrait atteindre 100 milliards de dollars avant 2010

Le commerce sino-africain devrait atteindre 100 milliards de dollars avant 2010, plutôt que ce qu'avait prédit le premier ministre chinois Wen Jiabao l'année dernière, a déclaré Wei Jianguo, vice-ministre du Commerce. Le commerce entre la Chine et l'Afrique a atteint 52,3 milliards de dollars durant les neuf premiers mois et devrait dépasser les 70 milliards de dollars d'ici la fin de l'année, a indiqué Wei lors d'une conférence de presse sur les programmes de suivi du Sommet de Beijing du Forum de coopération Chine-Afrique tenu en novembre dernier.

Le chiffre s'est élevé à 55,5 milliards de dollars l'année dernière, en hausse par rapport à 40 milliards de dollars en 2005 et 10 milliards de dollars en 2000. "Depuis le sommet, la coopération entre la Chine et l'Afrique s'est élargie rapidement, touchant de plus en plus de domaines", a dit Wei. Les statistiques officielles montrent que 454 types de produits africains sont actuellement dispensés de frais de douanes. La Chine se prépare par ailleurs au lancement de la construction de trois

zones de coopération économique et commerciale en Afrique cette année, et à l'envoi d'une centaine d'experts en technologies agricoles en Afrique d'ici trois ans. Cinquante-deux s'en iront pour le continent d'ici la fin de l'année, a précisé Wei. Le président chinois Hu Jintao avait annoncé lors du sommet huit mesures pour consolider "un nouveau type de partenariat stratégique" entre la Chine et l'Afrique. Ces mesures comprenaient une plus grande ouverture des marchés chinois aux pays les moins développés d'Afrique. Les mesures comprenaient également l'établissement de trois à cinq zones de coopération économique et commerciale en Afrique dans les trois prochaines années, l'octroi de trois milliards de dollars en prêts préférentiels et de deux milliards de dollars en crédits préférentiels aux acheteurs



Le président de la République du Congo, Denis Sassou Nguesso (G) et le premier ministre chinois Wen Jiabao

pour des pays africains, ainsi que la formation de 15 000 professionnels africains. "L'année prochaine sera cruciale pour réaliser ces huit mesures, beaucoup de projets devant être mis en oeuvre après une année d'organisation et de préparations", a noté Wei. ■

Conjoncture : L'excédent du commerce extérieur de la zone euro s'accroît

En septembre 2007 l'excédent du commerce extérieur de la zone euro atteignait 3,1 milliards d'euros tandis que l'ensemble de l'Union européenne accusait un déficit de 16,5 milliards.

D'après les premières estimations pour le mois de septembre 2007, publiées par Eurostat, l'Office statistique de Communautés européennes, la zone euro a enregistré un excédent du commerce extérieur de 3,1 milliards d'euros avec le reste du monde, comparé à +2,3 milliards en septembre 2006. Le solde enregistré au mois d'août 2007 était de +1,9 milliard, contre -5,4 milliards en août 2006. En septembre 2007, par rapport à août 2007, les exportations corrigées des variations saisonnières ont baissé de 0,4% tandis que les importations ont augmenté de 0,1%.

Les premières estimations du solde des échanges extra-UE-27 pour le mois de septembre 2007 indiquent un déficit de 16,5 milliards d'euros contre -14,7 milliards en septembre 2006. En août 2007, le solde était de -16,1 milliards, contre -22,5 milliards en août 2006. En septembre 2007 par rapport à août 2007, les exportations corrigées des variations saisonnières ont diminué de 1,1 %, tandis que les importations sont restées stables. ■



Russie: la croissance pourrait atteindre 7,4% en 2007

Selon le ministère du Développement économique et du Commerce (MERT), le rythme de croissance du PIB russe en 2007 est attendu à 7,3-7,4 %, a annoncé le directeur du département des prévisions macroéconomiques du MERT, Andreï Klepatch.

Il a précisé que l'accroissement du PIB était antérieurement prévu à 7,3 %, mais que grâce à la récente augmentation des prix du pétrole, il pourrait atteindre 7,4 %. Évoquant les facteurs de croissance économique, M. Klepatch a souligné que malgré la grande sensibilité de l'économie russe aux prix mondiaux des hydrocarbures, la croissance économique du pays était due essentiellement à l'augmentation de la consommation intérieure. M. Klepatch avait annoncé que le ministère du Développement économique et du Commerce avait été invité à corriger ses prévisions macroéconomiques compte tenu des résultats de 2007. ■

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DANS LE MONDE 2008

L'agriculture au service du développement

Le nouveau Rapport sur le développement dans le monde préconise d'investir davantage dans l'agriculture dans les pays en développement et de placer ce secteur au centre des efforts de développement pour pouvoir atteindre l'objectif consistant à réduire de moitié d'ici 2015 la proportion de la population vivant dans une extrême pauvreté et souffrant de la faim.

Intitulé « L'agriculture au service du développement », le rapport constate que le secteur agricole et le secteur rural ont été négligés et n'ont pas bénéficié d'investissements suffisants ces 20 dernières années. Alors que 75 % de la population pauvre mondiale vit dans les espaces ruraux, seulement 4 % de l'aide publique au développement va à l'agriculture dans les pays en développement. En Afrique subsaharienne, une région fortement tributaire de l'agriculture pour sa croissance, les dépenses publiques consacrées à l'agriculture ne représentent que 4 % des dépenses publiques totales et la charge fiscale reste relativement lourde dans ce secteur. Le Groupe de la Banque mondiale recommande d'adopter un nouveau plan d'action pour une agriculture au service du développement. Selon le Rapport sur le développement dans le monde, pour les populations les plus pauvres, une augmentation du PIB déterminée contribue environ quatre fois plus efficacement à faire



reculer la pauvreté lorsque cette augmentation vient de l'agriculture et non d'un autre secteur. « Dans les pays en développement, un plan d'action dynamique mettant l'agriculture au service du développement pourrait apporter beaucoup à l'immense population de ruraux, estimée à 900 millions de personnes, qui vit avec moins d'un dollar par jour et exerce en majorité une activité agricole » explique Robert B. Zoellick, président du Groupe de la Banque mondiale. « Nous



devons accorder plus d'importance à l'agriculture à tous les niveaux. Sur le plan international, les pays doivent adopter des réformes indispensables, notamment pour diminuer les subventions génératrices de distorsions et ouvrir les marchés, et les organisations de la société civile, en particulier les associations de producteurs agricoles, doivent être davantage impliquées dans l'élaboration des politiques agricoles. »

Selon le rapport, l'agriculture offre des voies possibles pour sortir de la pauvreté à condition que des mesures soient prises pour augmenter la productivité dans le secteur des produits alimentaires de base, pour inciter les petits exploitants à se lancer dans les domaines très porteurs et à forte valeur ajoutée de l'horticulture, de l'aviculture, de l'aquaculture et des produits laitiers, et enfin pour créer des emplois ruraux non agricoles.

« En Asie de l'Est, la croissance agricole a permis de faire reculer considérablement la pauvreté rurale au cours des 15 dernières années » explique François Bourguignon, économiste en chef à la Banque mondiale et Premier Vice-président, Économie du développement. « La difficulté est de maintenir et de renforcer le pouvoir unique qu'a l'agriculture de diminuer la pauvreté, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud où le nombre de ruraux pauvres continue d'augmenter et va rester supérieur au nombre de citoyens pauvres pendant encore au moins 30 ans. ». Pour sa part, la Banque mondiale, dont le volume des prêts à l'agriculture et au développement rural avait diminué dans les années 80 et 90, est résolue à augmenter son appui dans ces domaines. Les montants engagés durant l'exercice 07 ont atteint 3,1 milliards de dollars, en hausse pour la quatrième année consécutive.

DES CONSTATS PRÉCIS

Le rapport tire aussi la sonnette d'alarme sur les disponibilités alimentaires mondiales, mises à mal par la demande croissante de produits alimentaires, d'aliments pour animaux et de biocarburants, par la hausse des prix de l'énergie, par la pénurie croissante de terres et d'eau, et par les effets des changements climatiques. Cette situation contribue à son tour à l'incertitude qui règne sur l'évolution future des prix des produits alimentaires. L'agriculture est responsable de 85 % de la consommation d'eau dans le monde et elle contribue au déboisement, à la dégradation des sols et à la pollution. Le rapport recommande de rendre certaines mesures pour mettre en place des systèmes de production plus viables et propose des incitations pouvant favoriser la protection de l'environnement.

Le rapport indique que dans les pays à vocation agricole - qui comptent 417 millions de ruraux, dont 170 millions ont moins d'un dollar par jour pour vivre - le secteur agricole est essentiel à la croissance globale, à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire. La plupart de ces pays se trouvent en Afrique subsaharienne, où l'agriculture emploie 65 % de la population active et contribue pour 32 % à la croissance du PIB.

Concernant l'Afrique subsaharienne, le rapport met en relief les problèmes auxquels il convient de s'attaquer de toute urgence, à savoir l'insuffisance des dépenses publiques allouées à l'agriculture, la fourniture d'un appui à l'aide alimentaire d'urgence par des donateurs qui ne portent pas une attention suffisante à la recherche d'investissements générateurs de revenus, les obstacles au commerce et les subventions en vigueur dans les pays riches sur des produits de base essentiels comme le coton et les oléagineux, et le potentiel insuffisamment reconnu de millions de femmes qui occupent une place centrale dans l'agriculture. ■



Les investissements directs étrangers (IDE) ont doublé en Afrique

Les entrées d'investissements directs étrangers (IDE) en Afrique ont doublé entre 2004 et 2006 pour atteindre un record de 36 milliards de dollars d'après la Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED). Lors de la présentation de son rapport annuel sur l'investissement dans le monde, la CNUCED a attribué ce « grand bond » de l'IDE sur le continent noir à la richesse de l'Afrique en matières premières, mais aussi à un climat économique plus propice aux yeux des investisseurs. « Cette évolution s'explique par l'intérêt économique accru que suscitent les ressources naturelles, par l'amélioration des perspectives des bénéfices des entreprises et par un climat économique plus favorable », souligne le Rapport sur l'investissement dans le monde, intitulé « Sociétés transnationales, industries extractives et développement ».

Selon le chef du Service de l'analyse des questions d'investissement à la CNUCED, qui présentait le rapport à la presse, ce bon résultat de l'IDE en Afrique s'explique également par l'incapacité des pays en développement à exploiter leurs propres ressources. « Les pays en développement riches en ressources minérales manquent souvent du capital et de l'expertise locaux nécessaires pour exploiter leurs ressources et comptent souvent sur les sociétés étrangères pour pallier ce manque. C'est le cas en particulier de l'exploitation des

gisements miniers, et de ceux de pétrole et de gaz difficiles d'accès », a déclaré Anne Miroux. Le rapport de la CNUCED indique également que les entrées d'IDE ont

progressé dans 33 pays africains et dans l'ensemble des sous-régions exception faite de l'Afrique centrale. Les dix premiers pays d'accueil ont reçu 90 % environ de ce flux. Dans huit d'entre eux, les entrées ont dépassé le milliard de dollars. Dans le sillage des entrées, les sorties



progressé dans 33 pays africains et dans l'ensemble des sous-régions exception faite de l'Afrique centrale. Les dix

d'IDE en provenance des pays africains ont-elles aussi, selon la CNUCED, atteint un montant record de 8 milliards de dollars en 2006, contre 2 milliards en 2005. Mais malgré cette hausse des entrées et des sorties, l'Afrique pèse encore peu dans la croissance généralisée de l'IDE.

« La part de l'Afrique dans l'IDE mondial est tombée à 2,7 % en 2006, contre 3,1% en 2005, soit un niveau nettement plus faible que dans les autres pays en développement », relève la CNUCED.

Le rapport met également en relief l'intérêt financier de plus en plus croissant de certains pays asiatiques, notamment la Chine et l'Inde pour le continent africain. « Les fusions-acquisitions réalisées par des entreprises étrangères ont atteint (en 2006) un montant record de 18 milliards dollars, dont la moitié les acquisitions réalisées par des sociétés transnationales (STN) de pays en développement d'Asie », note aussi le document. ■



L'Économie de l'Irlande

L'Irlande, 4^{ème} au classement mondial en termes de développement humain, détient le 2^{ème} PIB/habitant mondial, derrière le Luxembourg. Mais l'Irlande se distingue des autres États membres de la zone euro par le fort écart entre le PIB (161 Md euros) et le PNB (136 Md d'euros). La différence s'explique par le rapatriement de l'essentiel des profits des multinationales vers leur pays d'origine.

Avec 5,8 % de croissance du PIB en 2006, (4,2 % seulement pour le PNB), l'économie irlandaise est toujours la plus dynamique de la zone euro. En 2006, cette croissance est principalement tirée par la consommation des ménages et le secteur de la construction, tandis que les exportations se sont révélées décevantes, dans un contexte de forte concurrence internationale. L'économie irlandaise est dépendante des investissements directs étrangers - l'Irlande a fait de la basse fiscalité des entreprises un outil de développement - et très dépendante des échanges extérieurs. La balance des paiements continue à être déficitaire et l'inflation est répartie à la hausse (+ 4,5%) en raison de la dépendance énergétique croissante, mais le taux de chômage se maintient à son niveau le plus bas, à 4,4 %. En revanche, la bulle immobilière continue à gonfler, en raison des avantages fiscaux qui encouragent l'endettement, et des offres des banques en termes de durée de remboursement. Pour consolider son économie, et faire face à la concurrence des



Premier ministre irlandais Bertie Ahern

nouveaux États-membres et des pays émergents, l'Irlande développe un socle industriel assis sur la pharmacie et les biotechnologies ainsi que les services aux entreprises. Elle doit également faire face à une perte de compétitivité due au change euro/dollars, à la hausse des salaires et au manque de productivité horaire, corollaire au plein emploi.

Le rythme de croissance n'a pu être soutenu que par le recours à l'immigration originaire de tous les continents. En mai 2004, l'Irlande a, comme le Royaume-Uni, ouvert d'emblée son marché du travail aux ressortissants des nouveaux États-

membres. Selon les sources officielles, les travailleurs immigrés représenteraient plus de 10 % de la population active (plus de 200.000 personnes).

Données démographiques :

Croissance démographique : 2,5 % (accroissement naturel plus solde migratoire positif) (0,8 % de croissance naturelle)

Espérance de vie : 75,1 ans pour les hommes, 80,3 ans pour les femmes. France : 77,2 ans pour les hommes et 84,1 ans pour les femmes ; chiffres provisoires 2006)

Taux d'alphabétisation : 99 %.

Religions : catholiques (88,4 %), Église d'Irlande (y compris protestants) 2,95 %, chrétiens (sans précision) 0,5% presbytériens 0,5%, musulmans 0,5%, sans religion 3,5%.

Indice de développement humain (Classement ONU 2004) : 4^{ème}.

Données économiques :

PIB (2006) : 177,6 milliards d'euros

(France : 1792,4 milliards d'euros en 2006)

PIB par habitant (2006) : 41 936 € (France : 28 356 en 2006)

Taux de croissance (2006) : PIB : 6 % (PNB : 4,2 %)

Taux de chômage (2006) : 4,4 %

Taux d'inflation (2006) : + 4%

Solde budgétaire(2006) : +2,5 %

Balance commerciale(2005) : +31,4 milliard d'euros (20 % du PIB)

Principaux clients : États-Unis (19 %), Royaume-Uni (15 %), Allemagne (7 %)

Principaux fournisseurs : Royaume-Uni (29%), USA (14%), Allemagne (8%)

Part des principaux secteurs d'activités dans le PIB : agriculture : 2,3 %; industrie et services : 97%



Performance de l'aide canadienne en faveur de l'Afrique

En comparant l'aide octroyée par les bailleurs de fonds au cours des dix dernières années, le total de l'aide à l'Afrique subsaharienne a fléchi de 11,2 p. 100 et l'aide des pays donateurs du G-8 à l'Afrique subsaharienne a diminué de 18,8 p. 100 ! Dans leur rapport sur les engagements d'aide pris par les bailleurs de fonds, les auteurs du Bilan de l'aide 2006 dépeignent les donateurs du Nord comme « jamais aussi riches, ni aussi impitoyables ». La richesse par habitant dans les pays donateurs a doublé depuis 1961, pour se rapprocher de 34 000 \$ en 2006, alors que leur aide par habitant est tombée en dessous de son niveau d'il y a quarante ans.

Les donateurs du G-8, qui aspirent à jouer un rôle prépondérant dans l'économie mondiale, consacrent à l'aide une part dérisoire de leur richesse - 0,19 p. 100 de leur revenu national brut (RNB) en 2005, tandis que les donateurs ne faisant pas partie du Groupe ont donné 0,46 p. 100 de leur revenu national brut, comparé à l'objectif de 0,7 p. 100 fixé par l'ONU.

À la Conférence sur le financement du développement en mars 2006, les États-Unis, l'Union européenne et le Canada se sont tous engagés à accroître considérablement leur contribution à l'aide. Les pays de l'Union européenne augmenteront collectivement leur aide de 7 milliards US pour atteindre 0,39 p.100 de leur PNB d'ici à 2010, tandis que George Bush proposait au Congrès de hausser l'aide américaine de 5 milliards sur trois ans. Quoique bien accueilli, le communiqué des États-Unis, en particulier, est lié au discours du président Bush aux pays qui suivront la voie difficile d'une réforme économique, sociale et politique. Ce discours est en accord avec la teneur du document du consensus de Monterrey, lequel, sous les pressions et les manœuvres d'intimidation des États-Unis, établit que les pays en développement seraient responsables de leur propre pauvreté et qui prêche en faveur des solutions " universelles " pour la réduire, soit la libéralisation du commerce, la privatisation, le recouvrement du coût des services sociaux et l'investissement direct de l'industrie du Nord.

Le premier ministre d'alors, Jean Chrétien, avait annoncé à Monterrey que le Canada allait majorer son APD de 8 p. 100 chaque année et, au Sommet mondial pour le développement social, à Johannesburg, il avait mentionné que le Canada doublerait son budget d'aide d'ici à 2010. Une croissance de 8 p. 100 par année représentera chaque année une hausse cumulative de 200 à 300 millions de dollars, dont la moitié ira à l'Afrique. On s'attendait à ce que le ratio de l'aide soit de 36 p. 100 d'ici à 2010 selon les taux de croissance de l'économie canadienne. Bien qu'il s'agissait alors d'une très bonne nouvelle, le Canada a changé de gouvernement et, d'orientation politique en faveur de l'aide internationale et a réduit son aide

d'une manière draconienne, soit de 0,48 p. 100 du revenu national brut à 0,25 p. 100 aujourd'hui comparé à l'objectif de 0,7 p. 100 fixé par l'ONU. L'APD canadienne à l'Afrique subsaharienne a régressé de 34,4 p. 100, tandis que l'APD canadienne globale a chuté de 31,2 p. 100. Les pays de l'Afrique subsaharienne n'ont pas été épargnés par les compressions de l'APD canadienne et ils n'ont guère bénéficié des faibles hausses de l'APD canadienne depuis 2000.

La réduction des budgets d'aide depuis les années 2000 a fait reculer considérablement le Canada parmi les pays donateurs. En 1990-1991, il était l'un des cinq premiers donateurs pour les décaissements destinés à sept pays d'Afrique. En 2005-2006, le Canada ne faisait plus partie des cinq premiers pour l'aide dans quelque pays que ce soit en Afrique et il ne s'est retrouvé parmi les dix premiers donateurs que pour seulement cinq pays. En fait, sur un cumulatif de ces dix années, l'Afrique subsaharienne accuse une perte de plus de 1,6 milliard de dollars d'aide en provenance du Canada, si l'on présume que celle-ci avait été maintenue à son niveau atteint en 1990. L'engagement pris par le G-8 de consacrer la moitié des nouvelles ressources d'aide à l'Afrique devait entraîner un virage dans ce domaine par l'apport d'une somme cumulative d'environ 4,8 milliards de dollars sans compter le Fonds canadien pour l'Afrique. Le profil de l'aide canadienne à l'Afrique subsaharienne a connu plusieurs changements de cap dans les dernières années.

La proportion du total des décaissements de l'aide bilatérale consacrée à la programmation de l'aide non urgente destinée à l'Afrique au titre des besoins humains fondamentaux a augmenté et cette hausse a été répartie entre l'éducation de base (24,2 millions à 31,7 millions) et les soins de santé primaires (24,6 millions à 33,8 millions). Qu'il s'agisse de politique commerciale ou de politique générale, le Canada bénéficiait d'un atout de taille : son bilinguisme. Membre du Commonwealth, le Canada appartient parallèlement à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), où il se montre particulièrement actif. Mais le rapprochement de la politique canadienne à celle des États-Unis, lui fait perdre la place qu'il occupait, maintenant trop axé sur des politiques militaristes, très loin de la volonté de la majorité des canadiens de voir leur pays jouer le rôle qu'il avait, celui de gardien de la paix, selon les énoncés mêmes de celui qui a amené le Canada parmi les grands décideurs, Lester B. Pearson, suivi par Pierre Elliott Trudeau.

Qu'allons-nous promettre de concret à l'Afrique francophone lors du prochain Sommet de la Francophonie qui se tiendra à Québec en 2008?

Réflexion de Pier Blais, directeur de projets, Magazine Diplomat investissements

Les donateurs du G-8, qui aspirent à jouer un rôle prépondérant dans l'économie mondiale, consacrent à l'aide une part dérisoire de leur richesse - 0,19 p. 100 de leur revenu national brut (RNB) en 2005, tandis que les donateurs ne faisant pas partie du Groupe ont donné 0,46 p. 100 de leur revenu national brut, comparé à l'objectif de 0,7 p. 100 fixé par l'ONU.



Grâce au crédit qu'elle a obtenu au Centre financier aux entrepreneurs de Ouagadougou, au Burkina Faso, Jacqueline Boni a pu faire prospérer son commerce. Sur un autre continent, au Mexique, Humberto Nanguelú Torres a pu obtenir chez lui, dans une communauté rurale éloignée, le prêt dont il avait besoin grâce au service « SERFIR mobile » mis en place par l'institution SERFIR au Chiapas. Au Togo, Koffi Amegawovo a pu accéder à un régime d'assurance-vie / prêt conçu par le Centre d'innovation financière, une organisation qui regroupe six réseaux de

nées, donnant lieu à plusieurs projets d'appui aux femmes et aux secteurs privé, agricole et financier », explique Yvon Bernier, vice-président, Région Afrique chez DID.

D'importants développements ont eu lieu à travers le pays depuis le passage du premier conseiller de DID dans la Bougouriba en 1972, passage qui avait amené la création de trois premières caisses d'épargne et de crédit à Diébougou, Dissin et Koper, de même que d'un réseau de caisses villageoises. Aujourd'hui, le RCPB

compte quelque 100 caisses réparties dans 45 des 55 provinces que compte le Burkina Faso. Ces caisses desservent environ 600 000 personnes, un nombre qui ne cesse de croître, et les pro-

jets que mène actuellement le réseau en collaboration avec DID visent à rendre encore plus accessibles et adéquats les services financiers qu'il offre. C'est ainsi qu'en plus de travailler à informatiser les opérations de plusieurs de ses coopératives, le RCPB a récemment mis en place une unité d'affaires qui vise à répondre aux besoins spécifiques des entrepreneurs. Pour Placide Tapsoba, juriste au CFE de Ouagadougou, cette unité d'affaires spécialisée est un incontournable. « Le CFE est vraiment venu leur apporter un "plus" puisque auparavant, ces entrepreneurs ne savaient même pas où aller pour obtenir un crédit à la mesure de leurs ambitions. [...] Le CFE leur permet donc de savoir que le RCPB a pensé à eux en mettant en place cette structure qui vise à les accompagner dans le développement de leurs activités », précise-t-il.

Et les bénéficiaires du CFE ne s'arrêtent pas là. Ils se font également sentir chez d'autres membres de la communauté, puisque l'appui aux petits entrepreneurs favorise la création d'emplois qui donneront la chance à de nombreuses familles de se sortir enfin du cercle vicieux de la pauvreté.

La synergie à l'oeuvre

La collaboration qui lie DID au Burkina Faso rayonne également dans toute la

sous-région ouest-africaine, puisque ce pays est le siège du Centre d'innovation financière (CIF). Cette organisation partenaire de DID, qui a été mise en place avec l'appui de l'ACDI, mais également du ministère québécois des Relations internationales et l'Agence intergouvernementale de la francophonie, regroupe six réseaux de coopératives du Burkina, du Sénégal, du Mali, du Togo et du Bénin.

Des services financiers en constante évolution

Le sens de l'innovation est une valeur qui anime tout particulièrement les institutions partenaires de DID, soucieuses de bien servir l'ensemble de la communauté. Cette capacité leur permet d'adapter constamment leurs services afin d'accompagner leurs membres au fil de l'évolution de leurs besoins. En réponse à ces besoins, une large gamme de services peut être offerte : prêts de groupe, prêts individuels, produits et services spécialisés tels que le prêt aux entreprises et le crédit à l'habitat. « C'est grâce à cet éventail de produits et services qu'un aussi grand nombre de personnes peuvent accéder à la ressource financière, et ce, d'une manière qui réponde adéquatement à leurs besoins », conclut Yvon Bernier.



MONSIEUR Yvon Bernier vice-président, travaille à DID depuis 1987. Fort d'une expérience terrain de plus de cinq ans au Rwanda ainsi qu'à Madagascar et après avoir été chargé de plusieurs programmes de DID sur le continent africain, il a été nommé en 1998 directeur principal - Région Afrique. À ce titre, il anime le développement de la programmation de DID sur le continent africain et assure la représentation de DID auprès d'instances régionales telles que le Centre d'innovation financière (CIF) d'Afrique de l'Ouest. Il siège également pour le compte de DID au sein du conseil d'administration du Conseil canadien pour l'Afrique depuis 2004.

Titulaire d'une maîtrise en Développement régional de l'Université du Québec à Rimouski, Monsieur Bernier avait, avant son entrée à DID, travaillé auprès de différentes organisations du secteur coopératif.

35 ans au service du développement international

caisses populaires ouest-africains. Ce produit innovateur lui permet de dormir tranquille, sachant désormais que lorsqu'il mourra, il ne léguera pas sa dette à sa famille. En Haïti, des dizaines de familles peuvent maintenant envoyer leurs enfants à l'école puisqu'elles ont accès au « crédit écolage », une forme de crédit scolaire offerte par les caisses populaires de Saint-Marc et de Verrettes.

Toutes ces réalisations ont ceci de commun: elles prennent appui sur un réseau d'institutions financières à vocation sociale, mais aussi, au plan technique, sur l'expertise de Développement International Desjardins (DID).

En 35 ans, ces institutions ont contribué largement à l'amélioration des conditions de vie des populations qu'elles desservent. Aujourd'hui, les quelque 800 caisses chapeautées par les 23 réseaux partenaires de DID offrent des services financiers à plus de trois millions de personnes dont l'épargne totale s'élève à 859 millions \$ CAN et dont les prêts obtenus atteignent les 778 millions \$ CAN. Parmi ces institutions partenaires, le Réseau des caisses populaires du Burkina Faso (RCPB) occupe une place toute spéciale dans l'histoire de DID puisqu'il s'agit du premier partenaire avec le quel DID a travaillé. « Ce partenariat, soutenu dès le départ par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), n'a cessé de s'enrichir avec les an-

Finances & Investissements

Nous sommes là pour vous !



Le Groupe Diplomat Investissement (GDI) est une organisation privée spécialisée dans les Investissements Directs Étrangers (IDE) et dans le Montage financier(MF). La mission du GDI consiste à offrir à ses clients des services de conseil, d'analyse, d'organisation, d'élaboration et de réalisation des projets de développement. Grâce à son expertise spécialisée dans les questions de financement et d'investissement stratégique, le GDI répond adéquatement et rapidement aux questions et attentes de ses partenaires.

GROUPE

DIPL**OMAT**
I n v e s t i s s e m e n t

www.diplomatinvestissement.com